

**STAFF UNION BULLETIN**  
**BULLETIN DU SYNDICAT**  
**BOLETIN DEL SINDICATO**



3 juin 2009

**Comité de coordination des associations et syndicats internationaux du personnel du système des Nations Unies (CCASIP/CCISUA)**

**XXIV<sup>e</sup> Assemblée générale du CCASIP (Addis Abeba, 27–29 avril 2009):**

**La crise financière n'est pas une excuse pour réduire la qualité des conditions d'emploi et de sécurité du personnel**

**29 avril 2009, Addis-Abeba** – «La crise financière mondiale et les conflits qui continuent d'éclater aux quatre coins du globe appellent une ONU plus forte et une fonction publique internationale motivée et dotée de ressources suffisantes» estiment les membres du Comité de coordination des associations et syndicats internationaux du personnel du système des Nations Unies (CCASIP), qui se sont réunis à Addis-Abeba pour leur XXIV<sup>e</sup> Assemblée générale. Le CCASIP est une fédération de quinze syndicats et associations, représentant près de 34 000 fonctionnaires du Secrétariat, des commissions régionales, des fonds, des programmes et des institutions spécialisées de l'ensemble du système des Nations Unies.

«L'instabilité économique, politique et sociale qui affecte les citoyens du monde – et qui appelle une décision des organisations composant le système commun des Nations Unies – a également une incidence directe sur le bien-être du personnel des Nations Unies et de leurs familles», explique Chris Land-Kazlauskas, Président du CCASIP. La hausse des prix des denrées alimentaires et autres produits de base, la précarisation croissante de l'emploi et les différences de traitement entre le personnel national et international en matière de politique de sécurité sont autant de questions qui ont été soulevées pour illustrer les difficultés rencontrées par de nombreux fonctionnaires des Nations Unies.

***Sécurité d'emploi - L'un des piliers d'une fonction publique internationale indépendante***

L'Assemblée considère que la sécurité de l'emploi, qui donne aux personnes qualifiées la possibilité de faire carrière dans leurs organisations respectives, est de plus en plus inaccessible pour beaucoup dans la fonction publique internationale. La résolution sur la gestion des ressources humaines, ainsi que le nouveau contrat cadre approuvé par l'Assemblée générale en décembre 2008, sont envisagés comme une étape de la mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies «Unis dans l'action». Les membres du CCASIP ont néanmoins exprimé de vives craintes au sujet de la résiliation des contrats et de l'expectative de renouvellement après des années de service ininterrompu. Les participants à l'Assemblée générale connaissent de nombreux cas de fonctionnaires qui ont travaillé des années à l'ONU sans pension, assurance-maladie ou autre forme de sécurité sociale, et qui craignent d'être mis à pied du jour au lendemain.

### ***Échanges avec la Commission de la fonction publique internationale (CFPI)***

Des questions telles que l'enquête sur les traitements des fonctionnaires des services généraux, le système d'ajustement de postes, l'équilibre entre vie professionnelle et vie de famille, les indemnités de fin de service et les arrangements contractuels, ont été soulevées au cours d'une réunion à laquelle participait M. Kingston Rhodes, Président de la CFPI. Dans ses remarques liminaires, M. Rhodes a déclaré : «Nous partageons les mêmes idéaux - améliorer les conditions d'emploi du personnel des Nations Unies - afin de créer des lieux de travail où les employés aient un sentiment de fierté parce qu'ils travaillent pour une organisation à laquelle ils peuvent s'identifier, avec des chefs en qui ils ont confiance et qu'ils respectent, et où ils accomplissent un travail auquel ils sont aptes et dans lequel ils peuvent s'épanouir. Nous pensons qu'un personnel motivé se traduit par des résultats concrets, une efficacité et de l'innovation». À l'issue d'une réunion similaire avec le Vice-président, M. Stoeckl, durant la XXIII<sup>e</sup> Assemblée générale, les membres se sont félicités de ce dialogue franc et ouvert et ont émis l'espoir qu'un tel échange figure régulièrement à l'ordre du jour.

### ***Préparatifs du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel***

En vue de la prochaine réunion du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel (CCAP), les membres du CCASIP ont discuté de nombreux points de l'ordre du jour, y compris le nouveau cadre contractuel, la gestion des résultats et la mise en œuvre du nouveau système d'administration de la justice au sein du Secrétariat des Nations Unies. Cette réunion a été l'occasion d'informer tous les membres du CCASIP des principales questions à traiter et de déterminer les positions que prendraient les représentants du personnel au Comité de coordination.

### ***Sûreté et sécurité du personnel***

La question de la sûreté et de la sécurité du personnel a fait l'objet d'une vidéoconférence avec Mme Anne-Marie Pinou, Assistante spéciale de la Secrétaire générale adjointe à la sûreté et à la sécurité. Cette réunion a été consacrée à un échange approfondi sur les progrès accomplis par le Comité directeur de haut niveau pour les questions de sûreté et de sécurité et son Groupe de travail opérationnel dans la mise en œuvre, dans le monde entier, des recommandations énoncées dans le rapport du Groupe indépendant sur la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux des Nations Unies («Rapport Brahimi»). Le CCASIP a réitéré son appel afin de s'assurer que les Nations Unies protègent tous leurs employés en période de crise, qu'aucun programme ne soit mis en œuvre sans garantie de sécurité, et qu'aucune sécurité ne puisse être garantie sans ressources.

### ***Le VIH/sida sur le lieu de travail au sein des Nations Unies***

Reconnaissant l'importance de la lutte contre le VIH/sida dans les lieux de travail au sein des Nations Unies, le CCASIP a signé un accord de partenariat avec UN Plus, un groupe d'employé(e)s du système des Nations Unies qui s'emploie à faire entendre la voix du personnel séropositif. Cet accord vise à définir la collaboration entre le CCASIP et UN Plus en vue de renforcer la riposte engagée par l'Organisation contre l'épidémie du sida et d'accélérer la riposte à cette épidémie sur le lieu de travail, dans l'intérêt et au profit des membres du personnel. Pour en savoir plus sur ce partenariat, veuillez consulter le Bulletin du Syndicat N° 1397 (<http://www.ilo.org/public/english/staffun/info/bulletin/index.htm>)

### ***Adoption du Programme pour 2009-2010***

Les membres du CCASIP ont élaboré et adopté un programme de travail pour 2009-2010 qui met l'accent sur les réalisations attendues dans les domaines suivants :

- Salaires et avantages sociaux
- Pensions
- Sûreté, sécurité et santé
- Systèmes d'évaluation du travail
- Mobilité
- Questions juridiques
- Renouvellement de la Fédération

Des détails précis sur tous ces points, y compris le Programme de travail, figurent dans le rapport de la XXIV<sup>e</sup> Assemblée générale du CCASIP, qui sera disponible prochainement.

### ***Réélection du Bureau du CCASIP***

L'Assemblée générale a réélu à l'unanimité Christopher Land-Kazlauskas, Président du Syndicat du personnel de l'OIT, comme Président.

Kris Tengpratip, du Syndicat du personnel de la CESAP, Stefano Berterame, du Syndicat du personnel de l'ONU, Vienne, et Rita Wallace, de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF, ont été élus respectivement aux postes de 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> vice-présidents.

Guy Avognon, du Conseil du personnel du HCR, a été élu trésorier du CCASIP.

### ***Solidarité avec le Tribunal Pénal pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR)***

Les membres du CCASIP se sont, une fois de plus, inquiétés de l'absence de mesures en faveur des 2000 employé(e)s de ces deux tribunaux, visés par les compressions de personnel. Le CCASIP est fermement convaincu que les États membres ont, au même titre que les employeurs, des responsabilités sociales à assumer à l'égard de leurs employés, dont certains sont au service de l'organisation depuis plus de 15 ans. L'Assemblée a regretté qu'aucune disposition n'ait été prise par l'Administration, la CFPI ou les États membres eux-mêmes, et a approuvé un train de mesures visant à accroître la visibilité de ces questions importantes.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter M. Stefano Berterame, 2<sup>e</sup> Vice-président ([stefano.berterame@unvienna.org](mailto:stefano.berterame@unvienna.org)).

*Le CCASIP est une fédération des associations et syndicats du personnel représentant plus de 33 000 employés dans 15 organisations à travers le système commun des Nations Unies, y compris :*

*le Syndicat du personnel de la CEA, le Conseil du personnel de la CEPALC, le Conseil du personnel de la CESAP, le Conseil du personnel de la CESAO, l'Association internationale du personnel de l'UNESCO, le Syndicat du personnel de la CPI, le Syndicat du personnel de l'OIT, le Syndicat du personnel de l'ONUDI, le Conseil du personnel du HCR, l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF, l'Association du personnel du TPIR, le Syndicat du personnel du TPIY le Syndicat du personnel des Nations Unies à Nairobi, le Syndicat du personnel des Nations Unies à Vienne, le Conseil du personnel de l'UNU.*